



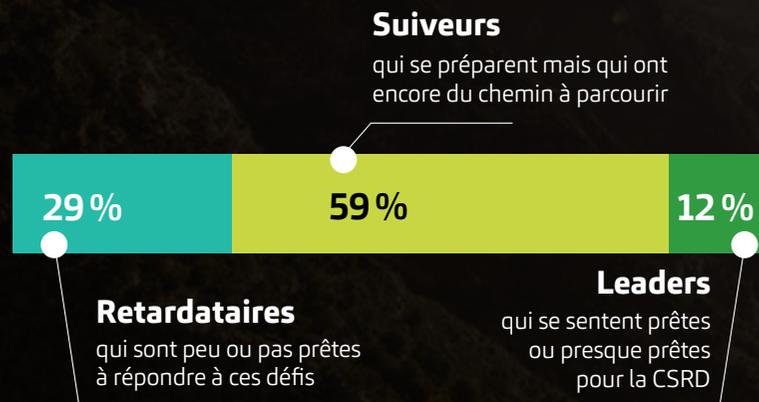
Synthèse

Entrant en action à partir de 2024 et concernant plus de 50 000 entreprises en Europe, la **Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD) va complètement changer la donne pour le reporting ESG (Environnement, Social, Gouvernance)**.

Cependant, les organisations ne partent pas de zéro : elles peuvent **s'appuyer sur les processus et politiques ESG déjà en place** pour répondre aux **défis posés** par cette nouvelle obligation. Des membres du réseau international Baker Tilly ont mené une étude à portée européenne auprès de plus de 300 entreprises pour évaluer leur préparation à la CSRD en identifiant les pratiques actuelles et les axes d'amélioration sur quatre domaines clés :

- l'organisation et gouvernance ESG,
- l'évaluation de la matérialité,
- le système de reporting ESG,
- la communication et la publication des données ESG.

3 catégories d'entreprises



57%

des entreprises déclarent avoir **peu ou pas de connaissance sur la CSRD**, mais 51% se disent « curieuses » sur le sujet.

Seulement 21%

la décrit comme « une **contrainte** avec peu de valeur ajoutée ». Les entreprises s'attendent surtout à ce qu'elle leur permette de structurer leur organisation, de les rendre plus résilientes, ou encore qu'elle augmente la qualité des informations disponibles.

La connaissance globale de la CSRD reste faible mais les entreprises sont conscientes de la valeur qu'elle peut apporter !

72%

ont une **stratégie ESG formalisée**.

81 % structurent leur reporting ESG d'après un référentiel et **29 %** en utilisent plusieurs.

54%

déclarent que les sujets ESG sont abordés au sein du **comité exécutif**.

La maturité des entreprises sur les sujets qui devront être inclus dans les futurs rapports ESG varie : **64 %** ont déjà calculé leur empreinte carbone pour les scopes 1 et 2, tandis que **23 %** seulement disposent d'un plan de prévention des risques sur l'ensemble de la chaîne de valeur.

La plupart des entreprises ont déjà une organisation pour traiter les sujets ESG, sur laquelle elles pourront capitaliser.



Synthèse

L'analyse de double matérialité attendue par la CSRD représente le principal défi pour les entreprises.

Seulement
16 %

ont déjà réalisé une analyse de double matérialité.

31 %

n'ont jamais identifié leurs risques et opportunités ESG.

56 %

n'ont jamais impliqué leurs parties prenantes dans l'évaluation de la matérialité des sujets ESG.

Pour pouvoir se conformer aux exigences de la CSRD, les entreprises devront faire évoluer leurs systèmes de reporting ESG.

62 %

utilisent **Excel** pour faire remonter la donnée.

Seulement
7 %

estiment avoir un **système de reporting fiable**, leur permettant de collecter une information de qualité.

Seulement
15 %

se sont **fixé des objectifs** sur les sujets ESG et possèdent un **système de reporting** qui leur permet de piloter leur démarche de progrès.

Les principales attentes des entreprises envers leurs auditeurs ESG :



72 %

Assurer la **conformité** avec les exigences de la loi



43 %

Aider l'entreprise sur sa **politique ESG**



40 %

Contribuer à l'**analyse des risques**



39 %

Garantir la **sincérité** des informations



37 %

Améliorer et renforcer le **processus de contrôle interne**

Les entreprises qui publient déjà des informations ESG seront nettement **avantagées**.

29 %

des entreprises éligibles à la CSRD **n'ont jamais publié ou communiqué** d'informations ESG.

62 %

des entreprises qui publient un rapport ESG l'ont déjà fait **relire par un tiers**.

La CSRD aura un **effet d'entraînement** sur l'ensemble des entreprises, y compris celles qui n'y sont pas soumises.

37 %

des entreprises éligibles envisagent ou prévoient de **créer de nouveaux postes** pour prendre en charge la CSRD en interne.

80 %

prévoient de **sensibiliser ou former** leurs équipes à la CSRD.

Seules
25 %

des **entreprises non éligibles** s'attendent à ce que la CSRD ne change rien pour elles.